

Administrateur-Délégué-Gérant  
**O. RANDELOT**  
 Administration, Impressions et Annonces, Tél. 10.47  
 35, Rue Fontenelle, 35  
 Adresse Télégraphique : RANDELOT Havre

# Le Petit Havre

ORGANE RÉPUBLICAIN DÉMOCRATIQUE

Le plus fort Tirage des Journaux de la Région

RÉDACTEUR EN CHEF  
**J.-J. CASPAR - JORDAN**  
 Téléphone : 14.90  
 Secrétaire Général : TH. VALLÉE  
 Rédaction, 35, rue Fontenelle - Tél. 7.60

## ANNONCES

AU HAVRE : BUREAU DU JOURNAL, 112, boulevard de Strasbourg.  
 A PARIS : L'AGENCE HAVAS, 8, place de la Bourse, est seule chargée de recevoir les Annonces pour le Journal.  
 Le PETIT HAVRE est désigné pour les Annonces Judiciaires et légales

## ABONNEMENTS

	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN
Le Havre, la Seine-Inférieure, l'Eure, l'Oise et la Somme.....	4 50	9 50	18 50
Autres Départements.....	6 50	11 50	22 50
Union Postale.....	10 50	20 50	40 50

On s'abonne également, SANS FRAIS, dans tous les Bureaux de Poste de France

## Dernière Heure

PARIS, TROIS HEURES MATIN

### DÉPÊCHES COMMERCIALES

#### MÉTALUX

LONDRES, 23 Mars, Dépêche de 4 h. 30

	TON	COURS	HAUSSE	BAISSE
<b>CUIVRE</b>				
Comptant.....	calme	14 10/-	10/-	-/-
3 mois.....	calme	14 2 1/2	15/-	-/-
<b>ETAIN</b>				
Comptant.....	calme	175 10/-	53/6	-/-
3 mois.....	calme	177 5/-	80/-	-/-
<b>FER</b>				
Comptant.....	calme	50 7 1/2	4	-/-
3 mois.....	calme	51 1 1/2	-/-	-/-

Prix comparés avec ceux de la deuxième Bourse du 23 mars 1914.

NEW-YORK, 23 MARS  
 Cotons : mars, baisse 6 points ; mai, baisse 7 points ; juillet, baisse 7 points ; octobre, baisse 9 points. — A peine soutenu.  
 Cafés : baisse 1 à 6 points.

NEW-YORK, 23 MARS

	C. 10 JOURS	C. PÉRIODE
<b>Cuivre Standard disp.</b>	14 06	13 97
avril.....	14 06	13 97
<b>Amalgamat. Cop.</b>	76 3-4	76 1-8
Fer.....	15 25	15 25

CHICAGO, 23 MARS

	C. 10 JOURS	C. PÉRIODE
<b>Blé sur.....</b>	93 5-8	93 3-8
Maïs sur.....	89 1/2	88 3-4
Maïs sur.....	69 7/8	68 7-8
Maïs sur.....	69 7/8	68 3-4
Saindoux sur.....	40 80	40 75
Saindoux sur.....	41	40 95

## M. J.-J. CASPAR-JORDAN

Rédacteur en Chef du HAVRE et du PETIT HAVRE



PHOTO FRÈRE

Cliché Petit Havre

### Notre Nouveau Rédacteur en Chef

La mort de notre excellent rédacteur en chef et ami M. Hippolyte Lénoux, survenue au mois de décembre dernier, a créé, dans notre maison du Petit Havre, un vide profond. Nous n'oublions pas tout ce que notre journal doit à ce fin et spirituel écrivain, à cet homme de sens avisé, qui était, on le sait, une des figures les plus caractéristiques et les plus sympathiques de notre cité. Mais sa fonction restant sans titulaire, nous avons dû nous préoccuper de lui chercher un successeur.

Le Conseil d'administration a tenu à ne pas procéder hâtivement à ce choix. Le Petit Havre n'est pas de ces maisons changeantes où l'on modifie sans cesse (et en apparence impunément) la liste des collaborateurs. Nos rédacteurs, qui sont nos amis et les amis de notre public, savent très bien que l'autorité, dans notre ville, ne s'acquiert que lentement et que le succès de l'écrivain y est inséparable de l'estime que sait mériter l'homme. Notre journal est en outre solidaire politiquement de son passé, qui remonte à la fin de l'empire qu'il a combattu et aux premières années de la République qu'il a contribué, pour sa modeste part, à raffermir. Il a toujours soutenu une politique de progrès démocratique : contre les retours offensifs de l'absolutisme et de la réaction, il s'est constamment montré « libéral », dans le sens historique et républicain de ce mot ; contre les prétentions intolérantes et irréfléchies de la démagogie, il s'est invariablement souvenu qu'en Normandie seul peut définitivement triompher le parti du bon sens et de la pondération.

Telles étaient les préoccupations qui ont inspiré nos recherches. Nous sommes certains de ne pas nous en être écartés en choisissant comme rédacteur en chef M. J.-J. Caspar-Jordan, que nous avons l'honneur de présenter aujourd'hui aux lecteurs du Petit Havre.

Avocat à la Cour d'Appel de Paris, M. Caspar-Jordan s'honore, comme nombre de ses confrères, d'appartenir à la fois à la carrière du barreau et à celle du journalisme. Il est de ces républicains de conviction qui estiment que nul n'est pleinement homme s'il ne mérite en même temps le titre de citoyen : observateur attentif et passionné de l'histoire politique de notre temps, il a tenu à y intervenir, en homme d'action, toutes les fois qu'il a pu servir efficacement de nobles causes. Son action comme avocat, comme journaliste, comme citoyen s'est toujours inspirée à la même source d'intelligence et de désintéressement.

Parlons d'abord de son rôle comme publiciste. Collaborateur, tour à tour, du Siècle, de l'Action, du Rappel, des Droits de l'Homme, de la Grande Revue, des Documents du Progrès, du Courrier Européen, du Droit des Peuples, membre du Syndicat de la presse étrangère, M. Caspar-Jordan est de ces journalistes qui ne mettent jamais leur plume au service de causes qui ne soient pas strictement en accord avec les

aspirations de la Démocratie et les exigences de la Justice. Ses livres : *La Révolution religieuse d'après Edgar Quinet*, *Pour la Révision du Procès Ferry*, *La Résistance légale en Finlande*, disent assez que la nature de ses préoccupations le met en bonne place au rang de ceux qui veulent une République laïque démocratique, hardie même, et soucieuse, suivant sa tradition, de tenir sa place dans le monde en défendant le droit des opprimés.

Dans cet esprit, qui est celui dont nous nous réclameons ici, M. Caspar-Jordan a pris la part la plus active au mouvement des idées démocratiques et sociales des dernières années. Fondateur, en 1907, avec le haut patronage de Frédéric Passy, de Hyacinthe Loyson (le père), de M. Gabriel Séailles, de la « Société des Libres Penseurs et des Libres Croyants », il est aujourd'hui le secrétaire-général honoraire de cette association, président de M. Ferdinand Buisson. Secrétaire de la « Société Franklin », il a dirigé depuis 1906, cette belle œuvre de propagation des bibliothèques populaires, par les soins de laquelle se distribuent, chaque année, plus de 10.000 volumes aux bibliothèques de troupe. Membre du Comité de direction de l'Institut International pour la diffusion des expériences sociales, fondé sous le patronage de MM. Léon Bourgeois, Deschanel, d'Estournelles de Constant, Albert Métin, etc., il a fait, comme délégué de cet Institut, plusieurs voyages à travers l'Europe, grâce auxquels il a pu prendre des affaires extérieures une connaissance dont il fait bénéficier ses auditeurs de l'Ecole des Hautes Etudes Sociales, où il est chargé de cours, et qui sera également précieuse à notre journal.

M. Caspar-Jordan apparaît, par la simple énumération de tous ces titres, comme un homme dont l'activité débordante et généreuse, parle mieux en sa faveur qu'une longue série d'éloges.

Nous voulions un homme de convictions politiques orientées dans le sens de la Démocratie : outre que nos tendances sont dans ce sens, nous pensions qu'aucun régime durable et solide ne s'établira en France qu'avec le peuple et par le peuple. Le passé de M. Caspar-Jordan nous est garant qu'il dirigera la rédaction de notre journal dans l'esprit que nous désirons. Nous savons en même temps qu'homme dans la force de l'âge, préservé déjà par l'expérience des exagérations dangereuses, il comprendra, en le partageant, la crainte que l'opinion normande a toujours eue des choses faites avec trop de hâte, qui sont frappées de stérilité parce que le temps se venge toujours de ce qu'on fait sans lui.

Nous avons d'autre part obtenu de trop bons résultats par la collaboration générale et amicale de tous les éléments de notre personnel et de notre Conseil pour vouloir y renoncer. Nous croyons la ressource en élevant aux fonctions de secrétaire général, notre précieux et fidèle collaborateur, M. Théophile Vallée, cheville ouvrière de notre rédaction. M. Vallée, est celui de

nos rédacteurs qui connaît le mieux notre Havre politique, son histoire, sa vie, ses aspirations, ses besoins. Aux côtés de M. Caspar-Jordan, avec un titre fait pour lui donner toute l'autorité nécessaire, il continuera à maintenir le Petit Havre dans sa ligne de journal républicain havrais.

Nos lecteurs savent que nous avons la bonne fortune d'avoir comme collaborateur M. André Siegfried dont l'érudition et le talent sont tenus dans la plus haute estime à l'Ecole des Sciences politiques où il professe, et dont les livres, d'une documentation sûre et d'un style limpide, font autorité. Nous sommes heureux d'ajouter que cette collaboration à laquelle, nous le savons, M. Caspar-Jordan attache un grand prix, restera désormais très étroite. M. André Siegfried complètera ainsi avec notre distingué correspondant M. Théodore Henry, Syndic de la Presse parlementaire de province, notre collaboration parisienne.

Notre rédaction, s'appuyant en outre sur notre excellent administrateur-délégué, M. Randelet, sur notre spirituel chroniqueur, M. Herrenschildt, si goûté du public, sur nos dévoués rédacteurs, MM. Polet, Petit, Hollander, sans oublier nos jeunes reporters et nos collaborateurs spéciaux, se trouve de la sorte de nouveau au complet. Nous pouvons affronter l'avenir, persuadés que nous sommes mieux que jamais qualifiés pour servir utilement l'intérêt de notre ville et celui de notre pays. C'est donc avec une entière confiance que le Conseil d'Administration présente M. J.-J. Caspar-Jordan, nouveau rédacteur en chef, aux lecteurs du Petit Havre.

Le Conseil d'Administration.

### Confession d'un Horsaïn

Après la présentation trop bienveillante et trop élogieuse du Conseil d'Administration, je n'ai plus qu'à m'excuser d'être un « Horsaïn » ; mais, pardonnant un mot fameux, je dirai tout de suite : « Je le suis, je ne le resterai pas ! »

Je ne le resterai pas, parce que je tiendrai à honneur d'être à la hauteur de la tâche que l'on m'a confiée, en défendant dignement les intérêts de la grande cité havraise auxquels mon premier soin sera de m'initier dans toutes les détails. Mais, d'autre part, je ne le resterai pas parce que, sans en avoir l'air, j'ai de vieilles prédispositions à devenir Havrais, et c'est ce que je tiens à dire pour aujourd'hui.

En venant m'établir au Havre, en effet, je ne fais que réaliser, d'une manière imprévue il est vrai, un vieux rêve d'enfance et de jeunesse : Ma mère était très liée avec une sœur du docteur Gibert dont notre ville honore à si juste titre la mémoire, et cette sœur, aujourd'hui disparue, a été pour moi non pas seulement une bienveillante protectrice mais une grande amie, une amie intime qui a façonné un peu de mon âme.

Or, cette femme d'élite avait une telle dévotion pour son frère que chez elle on n'entendait parler que du Havre et toujours dans le sens le plus séduisant. Aussi, l'imagination de cet âge aidant, et l'attrait de la mer et des grands navires, le Havre m'apparaissait-il comme le port enchanté dont rêvent les jeunes gens épris de voyages !

Je ne me suis jamais complètement dégoûté de ces impressions devenues subconscientes, mais restées tenaces comme tout ce qui vient du fond de l'enfance. Elles me hantent plus que jamais depuis mon arrivée ici : même sous la pluie et la brume de ces derniers jours, je revis mon rêve de jadis avec attendrissement, et dans une profonde pensée de reconnaissance pour celle qui en a tissé involontairement la trame et m'a appris ainsi à aimer à l'avance ma nouvelle cité.

Sans doute, au jour le jour, la réalité me forcera bien à ouvrir les yeux et à voir que tout n'est pas rose, même au Havre. Mais à défaut d'un port idyllique, je sais que j'y trouverai, avec tout l'intérêt puissant qui s'y rattache, un des plus gros ports commerciaux du monde, le grand port français transatlantique, et je serai fier de participer désormais à sa vie économique et politique.

CASPAR-JORDAN.

### La Date des Elections

Si nous en croyons le Petit Journal, un certain nombre de députés envisageraient l'éventualité de l'ajournement de la date des élections qui est, comme on sait, fixée au 26 avril.

Il est préférable que le premier tour ait lieu seulement le 10 mai. Ils donnent deux arguments à l'appui de leur opinion ; élargir le plus possible les élections du scandale Rochette, et donner aux deux Chambres, avec ces quinze jours de répit, une chance plus grande de voter le budget de 1915.

## Russie et Allemagne

(A propos d'une récente polémique européenne)

La réitérante polémique de presse qu'a provoquée l'article paru le 2 mars dernier dans la *Gazette de Cologne* sur les relations politiques russo-allemandes semble à peu près épuisée. Le moment est venu d'en démêler le sens, ou tout au moins de l'essayer.

Les raisons qui ont pu déterminer un journal aussi sérieux, aussi responsable que la *Gazette de Cologne*, à adopter contre la Russie le langage habituel des pangermanistes restent malgré tout mystérieuses. On ne peut que faire des hypothèses. Faut-il penser que l'Allemagne a voulu, en employant l'intimidation, préparer le renouvellement du traité de commerce russo-allemand qui arrive à échéance en 1917 ? C'est peu probable, car la manœuvre serait pour le moins prématurée. S'agit-il d'amorcer de nouveaux armements ou plus simplement de stimuler le zèle des contribuables qu'on saigne actuellement sans pitié par l'impôt sur le capital ? C'est encore douteux, car l'opinion allemande, qui est patriote ou au moins résignée, n'a pas besoin, pour être réchauffée, d'interventions d'une pareille violence.

Il est plus vraisemblable de penser que la mauvaise humeur allemande a bien en effet visé la Russie et qu'on a voulu donner un avertissement au gouvernement du tsar. Mais la préoccupation, au lieu d'être économique comme on l'avait supposé d'abord, était certainement militaire et politique. On connaît la manière germanique : le coup de poing sur la table pour annoncer qu'on est désireux de causer. La campagne de la *Gazette de Cologne* est sans doute un coup de poing de cette nature. Mais dans quel but ?

Les relations des deux cours sont traditionnellement amicales. Il s'agit de deux souverains absolus, ou à peu près, qui défendent en Europe la dernière tradition du gouvernement autoritaire. Comment s'auraient-ils pas la nostalgie de la Sainte-Alliance ? Mêmes dispositions dans les milieux bureaucratiques russes, recrutés en majeure partie dans l'aristocratie purement germanique des provinces baltiques. L'administration russe, plus allemande que slave par ses manières et son éducation, profondément conservatrice et méfiante des démocraties, se trouve naturellement attirée vers l'Empire d'Allemagne plus que vers la République française. Nous sentons bien cela, nous autres Français, et nous ne manquons pas d'en être périodiquement émus, nous demandant à chaque nouvelle entrevue des deux empereurs si, pour des raisons de politique intérieure, les deux autocraties, les deux bureaucraties ne vont pas s'entendre à notre détriment.

Mais les intérêts des cours et ceux des administrations ne sont pas seuls en jeu ; il y a encore les intérêts, combien plus puissants, des nations elles-mêmes ; et c'est là finalement que se trouve le facteur décisif. Malgré certaines apparences tout extérieures, la Russie est aussi peu allemande qu'il est possible ; sa véritable personnalité réside dans le slavisme et dans l'unité de la religion orthodoxe qui a pour chef le tsar lui-même. Dans ces conditions, si des ententes de chancellerie sont toujours possibles et même faciles, la destinée même des deux Empires tend à les séparer, à les opposer l'un à l'autre, parce qu'ils symbolisent la rivalité de deux races, de deux esprits, de deux civilisations, celle du slavisme et du germanisme.

Ainsi posée, la question prend un autre aspect. L'intérêt allemand consiste à rejeter la Russie vers l'Asie. Quand les deux empereurs se rapprochent, on voit aussitôt le gouvernement de Saint-Petersbourg accentuer un *drang nach Osten*. C'est Guillaume II qui a poussé Nicolas II vers la Mandchourie, et l'on comprend à merveille qu'il préfère détourner vers l'Extrême-Orient les ambitions toujours dangereuses d'un voisin géant. Mais les mirages et même les promesses immédiates de la Sibirie ou de la Mongolie ne sauraient faire oublier aux Russes leur but historique, Constantinople. S'ils paraissent parfois le perdre de vue, pendant de brèves périodes, ils y reviennent toujours tôt ou tard, et alors le contact européen reprend et la rivalité germano-slave reparait.

C'est ce qui s'est produit depuis la guerre russo-japonaise. Pendant les dix années qui l'avaient précédée les Russes avaient fait surtout figure asiatique ; ils ont, depuis lors, fait surtout figure européenne. Leur volonté, d'abord patiente et discrète, d'avoir en Europe une force militaire de premier ordre éclate aujourd'hui. L'effectif de leur armée active atteignait l'an dernier le chiffre énorme de 1.240.000 hommes ; une augmentation de 75.000 hommes était prévue pour 1915. Les déclarations récentes du général Soukhomlinov laissent envisager une nouvelle augmentation, énorme celle-ci, de 500.000 hommes. En même temps l'Etat-major russe déclare renoncer à la tactique défensive sur la frontière allemande. Le réseau des chemins de fer stratégiques de concentration va être entièrement remanié, et dans un récent emprunt qu'il a autorisé sur le marché de Paris, le

### La Commission d'Enquête sur l'Affaire Rochette

Voici le compte rendu analytique de la fin de la séance de l'après-midi dont nous publions le début d'autre part :

Plusieurs questions sont posées à M. Briand sur la copie du document que possédait M. Calmette.

M. Briand affirme que c'est uniquement à cause de la mort de M. Calmette que M. Barthou a lu le document à la tribune.

« Je ne serais pas surpris, dit M. Briand, que M. Barthou ait agi ainsi pour honorer la mémoire de M. Calmette. Personnellement, je me suis toujours refusé à donner à M. Calmette des indications que dans des maisons amies on me demandait sur cette affaire. »

Répondant toujours à des questions, l'ancien président du Conseil déclare qu'il avait toujours dit aux magistrats : « Vous allez aller devant la Commission d'enquête ; parlez selon votre conscience. »

Plus tard, j'ai dit un jour à M. Monis : « Le procureur général ne parlera sur ces faits que si vous le relevez du secret professionnel. »

M. Briand ajoute qu'il n'a jamais laissé les influences politiques pénétrer dans son cabinet de garde des sceaux.

« Après le récit que me fit M. Fabre, j'ai eu l'impression qu'il aurait été révoqué s'il n'avait pas obéi. Plus tard, il me dit qu'en agissant comme il l'avait fait, il avait cru rendre service au gouvernement du moment ; que le révoqué n'avait pas de conséquences juridiques. »

M. Briand dit qu'il n'a jamais su au moment de l'arrestation de Rochette que M. Caillaux s'intéressait aux affaires de ce financier.

Comme M. Franklin Bouillon lui demande s'il n'a pas eu l'impression qu'il y a une tendance au grossissement chez le procureur général, M. Briand répond que la question est délicate.

« Songez, dit-il, que ce qu'on lui demandait a dû être cruel pour lui qui était opposé à la remise. »

M. Briand affirme que lorsqu'il conféra avec M. Fabre, il ignorait que M. Monis et Caillaux avaient joué dans l'affaire de la remise un rôle que M. Jaures estima apparaître comme inexplicable.

Interrogé sur la déposition de M. Bidault de l'Isle, M. Briand dit que ce magistrat a fait un acte de solidarité professionnelle. Quant à celle de M. Fabre, il n'est pas douteux, dit-il, qu'en déposant devant vous, il a eu l'impression que c'était la fin de sa carrière.

La Commission s'ajourne à demain matin pour entendre M. Barthou et à nouveau M. Caillaux qui l'a demandé.

La Loi sur les Témoignages reçus par la Commission

L'Officiel promulgue la loi relative aux témoignages reçus par la Commission d'enquête parlementaire.

### LE MEURTRE DE M. CALMETTE

#### L'Instruction

M. Boncard, chargé de l'instruction de l'affaire Caillaux, a entendu hier après-midi, outre Mme Chartran, la princesse de Mesagne-Estradère et M. Isidore de Lara.

Mme Mesagne-Estradère déclare que M. Calmette avait offert trente mille francs à une personne détenant des photographies de trois lettres qui avaient été détruites lors du divorce de M. Caillaux d'avec Mme Dupré.

La personne refuse d'ailleurs de livrer ces documents.

Lorsqu'un de ces lettres signée « Ton Jo » parut dans le *Figaro*, Mme Caillaux put supposer que les deux autres étaient également entre les mains de M. Calmette.

M. Isidore de Lara confirme la déposition de Mme Mesagne-Estradère.

Il déclare qu'il doit avec Mme Caillaux le lendemain de la publication par le *Figaro* de la lettre signée « Ton Jo ». Il conserve le souvenir de l'indignation et des craintes de Mme Caillaux.

Le lendemain matin Mme Caillaux renouvelait l'expression de ses craintes et manifestait l'intention de poursuivre le directeur du *Figaro*. Des personnes présentes lui firent remarquer que M. Calmette soulèverait la question d'incompétence.

M. de Lara donne ensuite de grandes précisions sur l'état d'esprit de Mme Caillaux la veille du crime.

A la suite de ces dépositions, Mme Caillaux a été reconduite à St-Lazare.

#### Une Note du « Figaro »

Le *Figaro* publie une note dans laquelle il proteste contre la déclaration faite par Mme Mesagne-Estradère au juge d'instruction et suivant laquelle M. Calmette aurait offert à une dame X... et à Mme Mesagne-Estradère une somme de 30.000 francs pour lui ménager une entrevue avec Mme Gueydan, première femme de M. Caillaux. « Il fait remarquer combien inadmissible est l'attitude prêtée à M. Calmette et indique que Mme Mesagne-Estradère n'était nulle-

ment au courant des intentions du directeur du *Figaro* qu'elle ne voyait que fort rarement.

D'autre part, dans son éditorial, le *Figaro* renouvela la déclaration qu'au jour de sa mort M. Calmette n'avait plus aucune lettre d'aucune sorte à publier et s'élève vivement contre l'allégation qui a tenté de se faire jour aujourd'hui au cours de l'instruction et selon laquelle il voulait attendre Mme Caillaux.

« Allons donc ! s'écrie-t-il ; en attendant que nos témoins soient entendus par M. Boucard, la collection du *Figaro* est là qui répond. »

A propos de la lettre de M. Thalamas

L'*Œuvre* publie une lettre ouverte de M. Gustave Téry à M. Lavisse, président du Conseil supérieur de l'instruction publique, dans laquelle il invite ce fonctionnaire à déférer M. Thalamas, professeur de l'Université, en congé, au tribunal universitaire, en raison de sa récente lettre à Mme Caillaux, la félicitant de son acte — lettre qui est l'apologie d'un crime en même temps qu'une exaltation au meurtre.

M. Téry rappelle qu'il fut lui-même révoqué de ses fonctions universitaires pour s'être permis une plaisanterie sur la barbe de M. Fallières où l'on voulait voir une provocation au meurtre.

Il termine en exprimant l'espoir que les pères de famille, justement indignés n'en seront pas réduits à se faire justice, suivant la méthode même que recommande M. Thalamas.

### M. POINCARÉ AU BANQUET

#### DE LA PRESSE JUDICIAIRE

Le président de la République a présidé hier soir le banquet annuel de l'Association de la presse judiciaire.

Au dessert, M. Poincaré a fait l'éloge de l'Association qui enseigne la dignité, la tenue, la délicatesse professionnelle à ses adhérents qui sont pour la justice des auxiliaires indispensables.

### AU COMITÉ EXÉCUTIF DU PARTI RADICAL

Le Comité exécutif du parti radical et radical-socialiste s'est réuni hier soir sous la présidence de M. Henri Michel, sénateur.

Celui-ci a rendu compte de la visite que le bureau du Comité, après les graves événements récents, avait cru devoir faire à M. Caillaux pour l'assurer de la confiance et de la sympathie du parti.

Il a été annoncé de différents côtés que M. Caillaux allait se retirer de la vie politique. Cette nouvelle est tout au moins prématurée.

M. Bonnet, président de la Fédération de la Seine, a ensuite présenté la motion suivante :

« Le Comité exécutif du parti radical et radical-socialiste, comptant sur le zèle du Parlement pour terminer à bref délai le vote du budget et considérant que le gouvernement a fixé au 26 avril les élections législatives, estime qu'il y aurait un grave inconvénient à les retarder. »

Cette motion a été adoptée à l'unanimité. Après ce vote, le Comité s'est occupé de la situation électorale dans les divers départements. Il a, en particulier, donné l'investiture à M. Longray, dans la deuxième circonscription de Rouen.

### AU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Par 40 voix contre 34, le Conseil municipal de Paris a adopté un vœu disant que les enfants admis gratuitement dans les écoles privées, pourraient bénéficier de la Caisse des écoles.

### POUR LES SOUS-AGENTS DES P. T. T.

La Commission du budget, d'accord avec le gouvernement, a accordé une augmentation de 700.000 francs pour l'élévation des frais de séjour des sous-agents des P. T. T.

### LA RÉSISTANCE CONTRE LE HOME RULE EN IRLANDE

#### Le Calme à Belfast

BELFAST. — Le calme est complet. Les marins fraternisent avec les volontaires. Sir Edward Carson va prolonger son séjour dans l'Ulster ; il annonce que l'on continue à se préparer activement à résister à toute tentative de coercition.

#### A la Chambre des Communes

LONDRES. — A la Chambre des Communes, répondant à une question, M. Asquith a déclaré que le ministre de la guerre n'a donné au général Paget aucune instruction relative à une occupation de l'Ulster. Les seules instructions données au général la semaine passée n'avaient trait qu'à des mouvements de troupes.

Il ne s'agit là que de mesures de protection ; le gouvernement ne se propose aucune autre opération.

Le général Gough et d'autres officiers avaient interprété ces instructions dans un sens plus étendu. Le Conseil de l'armée est maintenant convaincu qu'il y a eu un simple malentendu.



gouvernement français n'a pas manqué de stipuler à quel point il s'intéressait à cette rapidité de concentration dont peut dépendre notre succès dans une grande guerre.

L'Allemagne sent chaque jour peser davantage sur elle le poids de cet immense Empire slave. Du côté de la Baltique la germanisation des provinces russes est arrêtée; c'est au contraire une invasion pacifique mais inquiétante de main d'œuvre slave qui se dessine en Prusse. Même aspect de rivalité ethnique dans les Balkans, mais ici combien plus grave. La victoire serbe a compé les Germains de Salonique; si le Balkan occidental, c'est-à-dire l'Albanie, doit rester austro-italien, le Balkan oriental est en train d'échapper à leur influence. Malgré les combinaisons austro-bulgares, on voit bien que la marche germanique est arrêtée de ce côté là comme elle l'est dans les provinces baltiques. Après avoir, dans un sentiment de mégalomanie qui s'explique, rêvé la maîtrise du monde, voici que les Allemands se sentent limités partout; à l'Ouest par la France qui résiste à leurs sommations, à l'Est par la Russie qui, revenue de son aventure extrême-orientale, reprend rang parmi les puissances européennes, conformément à la tradition de Pierre le Grand.

On conceit que la perspective soit inquiétante pour l'Allemagne, d'autant plus que sa natalité rapidement décroissante ne lui permet plus l'espoir de grands accroissements de population. Elle est, vis-à-vis de la Russie, dans la situation démographique où nous sommes nous-mêmes vis-à-vis d'elle. Va-t-elle, suivant une expression qui fut employée au moment d'Agadir, « tenir le coup » ?

Le « coup de poing » de la Gazette de Cologne semble ouvrir, à cet égard, des éventualités d'entente avec la Russie. L'article, désormais fameux, parle du « soi-disant antagonisme des intérêts russo-allemands à Constantinople »; il insiste complaisamment sur l'immense intérêt qu'ont les Russes à l'Allemagne des Dardanelles, et il conclut : « L'Allemagne a-t-elle un si grand intérêt à exiger cette fermeture des Dardanelles, au point de la payer par une guerre russo-allemande ? Nous ne le croyons pas. » L'invité, pour être déguisée et entremêlée, à la façon allemande, de provocations et de violences, n'en est pas moins claire. On semble dire à la Russie : « Causez ! Sur cette question de la Turquie nous pourrions peut-être nous entendre, et ce serait la condition d'une réconciliation complète entre nous ! »

Nous avons connu, de la part de l'Allemagne, des propositions analogues, faites sur le même ton. On faisait briller à nos yeux des avantages immédiats et précis, mais il était toujours entendu que ce serait aux dépens de nos alliances et de nos ententes. Nous ne nous sommes pas laissés séduire. Il est à croire que la Russie, instruite par l'expérience, se méfierait également. Pareil accord russo-allemand serait la ruine de la Triple Entente et de l'actuel équilibre européen. Que l'Allemagne y ait intérêt, nous le comprenons : la poussée des Slaves est sa grande crainte pour l'avenir. Mais la Russie, qui a signé l'alliance franco-russe pour faire contrepoids à l'hégémonie allemande, n'a, elle, aucune raison de répudier un système diplomatique qui a atteint son but.

ANDRÉ SIEGFRIED.

## La Commission d'Enquête sur l'Affaire Rochette

La première séance d'hier s'est ouverte à 9 h. 30.

En voici le compte-rendu in-extenso :

### Déposition de M. Caillaux

M. Caillaux est introduit.

M. Jaurès : Vous avez demandé à être entendu de nouveau et à être confronté avec M. Fabre ?

M. Caillaux : J'ai demandé à être confronté avec M. Fabre à raison de contradictions entre sa déposition et la mienne. Depuis, de nouvelles dépositions se sont produites. Je demande à être confronté avec M. Lescour et avec M. Bloch-Laroque.

Je prends acte de ce que M. Maurice Bernard a affirmé que ni de près, ni de loin, ni directement, ni indirectement, à aucun moment, je ne l'ai prié de demander la remise de l'affaire Rochette.

Je tiens à savoir quel est l'X qui est venu dire à M. Maurice Bernard que « la remise était accordée d'avance ».

Je tiens à ce qu'il soit acquis que M. Maurice Bernard ait demandé à la remise.

Sur ce point je peux invoquer divers témoignages. Je tiens à justifier que M. Maurice Bernard est venu dans mon cabinet, j'apporte le serment le plus formel que la demande n'a été faite que par moi.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

Je réjette que je n'ai fait que transmettre à M. Monis le désir de ce que M. Maurice Bernard a dit.

port. Quand les actionnaires ont accepté le contrat, il n'y a pas eu de poursuites. C'est le jour où M. Bloch-Laroque a prévenu M. Maurice Bernard que j'ai eu un entretien avec M. Bidault de l'Isle.

M. Jaurès : Cela ne nous renseigne pas sur la date de votre entretien initial avec M. Monis.

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire. Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Jaurès : Si le procès-verbal porte la date du 31, c'est qu'il a été rédigé ce jour-là.

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

M. Caillaux : Je ne puis pas vous le dire.

M. Jaurès : Vous ne pouvez pas vous le dire ?

## Séance de l'après-midi

Notre correspondant particulier nous télégraphie le compte rendu analytique suivant de la séance de l'après-midi :

### Confrontation de M. Caillaux et Bernard

Au début de la séance d'après-midi, M. Maurice Bernard est introduit.

M. Jaurès lui expose l'intérêt capital qu'il y a pour que le bon renom reste intact à ce qu'il dévoile la personne mystérieuse qui lui téléphona qu'il pouvait demander la remise, qu'elle était accordée d'avance.

M. Bernard ne s'oppose pas à ce qu'il ne soit pas dit que le bon renom reste intact à ce qu'il dévoile la personne mystérieuse qui lui téléphona qu'il pouvait demander la remise, qu'elle était accordée d'avance.

M. Bernard ne s'oppose pas à ce qu'il ne soit pas dit que le bon renom reste intact à ce qu'il dévoile la personne mystérieuse qui lui téléphona qu'il pouvait demander la remise, qu'elle était accordée d'avance.

M. Bernard ne s'oppose pas à ce qu'il ne soit pas dit que le bon renom reste intact à ce qu'il dévoile la personne mystérieuse qui lui téléphona qu'il pouvait demander la remise, qu'elle était accordée d'avance.



**LE MEILLEUR DENTIFRICE**  
**BADIANOL**  
En vente au GRAND BAZAR et aux GALERIES DU HAVRE.

## ÉTRANGER

### ALSACE-LORRAINE

Où le Français est-il encore langue officielle ?  
Sait-on combien il y a encore de communes, en Alsace-Lorraine, dans lesquelles la loi admet l'usage du français comme langue officielle ? Exactement 291 sur les 4,703 communes que comptent les trois départements, soit un peu plus que dix-sept pour cent. En voici le détail :

Dans la Haute-Alsace : une commune, dans l'arrondissement d'Altkirch (Lutran, près Montreux-Vieux) et deux dans celui de Ribeauvillé (Labaroche dans le Val d'Abbaye et l'Allemand-Robas, dans la vallée de la Liepvre) ; total : 3.

Dans la Basse-Alsace : 18 communes ; dans l'arrondissement de Molsheim (vallée de la Bruche) et 4 dans celui de Schlestadt (Val de Viller) ; total : 22.

En Lorraine : la ville de Metz, 116 communes (sur 152) dans l'arrondissement de Metz-campagne ; 12 dans celui de Boulay ; 108 (sur 122) dans celui de Châteaux-Salins ; 4 dans celui de Thionville-Est ; 4 dans celui de Thionville-Ouest ; 31 dans celui de Sarrebourg ; total : 266.

Des restrictions sont établies pour les villes de Metz, Dieuze et Châteaux-Salins.

### MEXIQUE

Les négociations avec les Etats-Unis.  
On annonce le retour à Mexico de M. Portillo y Rojas, ministre des affaires étrangères du Mexique, qui eut, à la Vera-Cruz, une entrevue avec M. Lind, agent confidentiel du président des Etats-Unis. D'après le *New-York Herald*, l'objet de la visite de M. Portillo était de sonder l'attitude de M. Lind dans le but de savoir si les Etats-Unis accepteraient qu'il prit la présidence du Mexique en remplacement du général Huerta, tout en laissant à ce dernier la faculté de se présenter au mois de juillet aux élections présidentielles. La question aurait été soumise au président Wilson, qui déjà aurait manifesté des dispositions favorables à M. Portillo y Rojas.

D'autre part, le *Times* reçoit à ce sujet, les renseignements suivants de son correspondant de Washington :

Washington, 22 mars.

« La présence à la Vera-Cruz de M. Portillo y Rojas, Ministre des Finances du président Huerta, de M. Lind et O'Shanheesy, chargés d'affaires des Etats-Unis au Mexique, et de M. Hohler, dans le but manifeste d'échanger leurs vues sur la situation, a de nouveau démontré la confiance que le président Huerta a en la personne de M. Lind et O'Shanheesy, et démissionnerait en faveur d'un président provisoire qui pourrait être accepté par les Etats-Unis.

« J'ai de bonnes raisons de penser qu'une combinaison de ce genre est à l'étude en dépit de toutes les informations contraires qui ont été publiées. Je suis en mesure de dire que le président Huerta accepterait de se retirer en faveur de quelqu'un en qui il aurait confiance. La difficulté jusqu'ici a consisté en ce que M. Wilson se refusait à donner sa confiance aux personnalités que le général Huerta aurait choisies, et insistait pour que ce fût un des constitutionnalistes du Nord qui devint président provisoire.

« Mais depuis les déclarations qu'il a énoncées en ce qui concerne le général Villa et le général Carranza, le président Wilson a laissé comprendre que son hostilité personnelle à l'égard du président Huerta avait diminué, et que, de plus, il considérait M. Portillo y Rojas comme un homme d'un bon caractère, ce que, du reste, il paraît être. »

### CHINE

#### La Tension des relations sino-japonaises

On apprend que M. Yamaza, ministre du Japon, au cours d'une entrevue qu'il a eue, le 12 courant, avec Hsing-Hsi-Ling, premier ministre, aurait déclaré à ce dernier que l'accord conclu par la Chine avec une compagnie américaine légaliserait les droits reconnus au Japon par les traités, en dépit des démarches entreprises par le Japon pour obtenir de la Chine des droits semblables à ceux des concessionnaires américains.

M. Yamaza a fait remarquer que la Chine a conclu cet accord sans avoir porté à la connaissance l'opinion du Japon. Il a dit, répondant fort mal aux relations amicales qui existent entre les deux pays et aux amitiés que le Japon entretient dans le monde.

M. Yamaza ajoutant qu'il avait reçu l'ordre de demander à la Chine si elle pouvait accorder au Japon des concessions en dehors des régions affectées au groupe américain, le premier ministre aurait répondu que la Chine ne pouvait pas donner de modification au contrat en question, car toute modification ne pourrait qu'amener des complications.

## INFORMATIONS

### Second Interrogatoire de Mme Caillaux

On sait que Mme Caillaux a déclaré samedi que, si elle avait tiré sur M. Calmette, c'était parce qu'elle avait été avisée que le directeur du *Figaro* s'apprêtait à publier des lettres intimes écrites à elle par son mari avant leur mariage. Et Mme Caillaux avait indiqué les noms de plusieurs témoins en priant le juge d'instruction de les interroger.

C'est ainsi que M. Boncart a entendu hier après-midi Mme Chartran, veuve du peintre ; mais le magistrat n'ayant pu recueillir de la bouche du témoin la confirmation absolue de ce qu'avait déclaré Mme Caillaux, a dû confronter l'inculpée.

Mme Joseph Caillaux avait donc été amenée au Palais vers deux heures. En traversant les couloirs de l'instruction elle se heurta à des photographes qui voulaient prendre des instantanés au magnésium. « C'est odieux ! s'est écriée Mme Caillaux en se cachant le visage dans son mouchoir. Comme le service d'ordre est mal organisé ! C'est insupportable ! »

L'accusée fut introduite dans l'arrière-cabinet de M. Boncart, où elle retrouva le bâtonnier Labori, M. Lebeau et de Pachmann, avec qui elle put s'entretenir pendant quelques minutes avant d'être confrontée avec Mme Chartran.

Confrontation assez agitée, qui parait ne pas avoir donné de résultats décisifs, au cours de laquelle Mme Chartran reconnut que, si elle n'avait pas en réalité vu les lettres en question, elle en avait du moins entendu parler d'une façon précise.

— On m'a dit, déclare-t-elle, que ces lettres étaient bien connues dans certaines salles de rédaction.

Qui vous a dit cela ? interroge le juge d'instruction.

Et Mme Chartran cita le nom d'un directeur de journal.

### Les Fêtes Anglo-Françaises à Cherbourg

La cavalcade organisée dimanche dernier, à Cherbourg, a eu lieu par un temps magnifique. Un très beau char symbolisait l'Entente cordiale.

Les autorités civiles ayant pris part au défilé à bord du cuirassé *Saint-Vincent* sont revenues à terre avec l'amiral Evan et ses officiers, pour assister du balcon du théâtre au défilé du cortège.

Au moment du passage du char de l'Entente cordiale, des milliers de petits drapeaux ont été jetés. L'hymne anglais a été joué par la musique, au milieu d'une immense acclamation populaire.

Le soir, les Anglais ont donné un concert sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Les escadrons français et anglais étaient illuminés.

### Un Procureur de la République mystifié

De passage à Paris, un procureur de la République d'une ville de l'Est, M. C..., fit la connaissance, dans un grand restaurant de Montmartre, d'une jeune et élégante femme qui lui dit s'appeler Mme Régina Badet et lui donna rendez-vous, deux heures plus tard, à son domicile, square Labruyère.

Le magistrat, qui avait copieusement soupé et avait vidé de nombreuses coupes de champagne, se présenta à l'heure convenue chez Mme Régina Badet, mais la gracieuse artiste ne reconnut pas — et pour cause — ce singulier visiteur. Elle refusa d'admettre son existence et se borna à lui offrir l'assistance de deux agents.

Après de longues recherches, le magistrat donna son identité, l'affaire fut éclaircie. Le procureur de la République avait été mystifié et il n'eut d'autre ressource que d'adresser toutes ses excuses à Mme Régina Badet — la vraie — avec une gerbe de fleurs.

### Un Incident au Palais

Un incident qui a provoqué au Palais de Justice de Paris, une grande émotion s'est déroulé hier à l'audience de la 6<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel, présidée par M. le conseiller Servin. Comme M. Mareau et l'industriel achetaient de plaider une affaire de divorce entre les époux Cart, on vit une femme se précipiter vers la barre en s'écriant : « C'est infamie ! Servin et Thomas sont des magistrats infâmes ! ». En même temps elle braquait un revolver dans la direction des magistrats. On se jeta sur elle pour la désarmer.

Son arme armée, elle fut conduite au parquet par M. l'avocat général Watinne en personne ; elle déclara se nommer Lavigne de Sainte-Suzanne. Son mari avait intenté contre elle une action en divorce.

Elle reproche aux magistrats de la Cour d'avoir fait droit à cette demande et d'avoir prononcé le divorce malgré son opposition.

### Arrestation d'un brigadier des Douanes

Un scandale vient d'éclater à Marseille, soulevant dans les milieux commerciaux, une vive émotion. Par suite des agissements coupables d'un brigadier du service de l'octroi, l'administration municipale a été frustrée de sommes très importantes.

Voici comment. Les bois sont imposés à leur entrée à Marseille du divers droits. Ces droits sont remboursés, si ces marchands ressortissent des barrières de l'octroi.

Le brigadier, de connivence avec des négociants, délivrait des constats qui affirmait des sorties de bois, qui n'avaient pas été effectuées, ce qui faisait récupérer aux marchands, des taxes qui ne leur étaient dues. Le brigadier, M. Maurice Rossi, a été arrêté, ainsi que quatre commerçants qui ont été éconduits, à la disposition du parquet.

### Un Fonctionnaire révoqué

Le Conseil d'Etat vient de préciser, par un arrêt inapplicable à une jurisprudence, les droits pécuniaires des fonctionnaires qui sont atteints d'une peine disciplinaire en violation de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905 sur la communication préalable des dossiers.

Il s'agissait d'un architecte-voier communal, licencié par le maire de Biskra, et qui s'était pourvu devant le Conseil d'Etat contre cette mesure.

Or, en fait, bien des fonctionnaires n'ont pas de dossier, et c'est la réponse qui fut faite à l'architecte par le maire quand il réclama.

Mais le Conseil d'Etat vient de répondre que la loi de 1905 a pour but d'empêcher qu'aucun fonctionnaire ou employé puisse être frappé d'une peine disciplinaire sans avoir été avisé des motifs de la mesure prise contre lui et sans avoir été ainsi mis à même de présenter ses moyens de défense. Il a donc prononcé l'annulation de l'arrêté du maire de Biskra.

Le Conseil d'Etat a fait une distinction entre les fonctionnaires dont la situation juridique est fixée par une disposition de loi ou de règlement émanant de l'autorité compétente, c'est-à-dire ceux qui jouissent d'un statut, et d'autre part, les employés ou agents qui, sans appartenir à un cadre réglementaire, sont liés à une commune par une sorte de contrat.

Pour les premiers, le Conseil d'Etat a estimé que, conformément à sa jurisprudence antérieure, le traitement du temps écoulé doit être intégralement payé.

Mais pour les autres, parmi lesquels comptait l'architecte-voier communal, qui réclamaient devant la haute assemblée, il a été jugé qu'ils n'ont pas droit au rappel d'un traitement pendant le temps de leur suspension.

Le Conseil d'Etat a fait une distinction entre les fonctionnaires dont la situation juridique est fixée par une disposition de loi ou de règlement émanant de l'autorité compétente, c'est-à-dire ceux qui jouissent d'un statut, et d'autre part, les employés ou agents qui, sans appartenir à un cadre réglementaire, sont liés à une commune par une sorte de contrat.

Pour les premiers, le Conseil d'Etat a estimé que, conformément à sa jurisprudence antérieure, le traitement du temps écoulé doit être intégralement payé.

Mais pour les autres, parmi lesquels comptait l'architecte-voier communal, qui réclamaient devant la haute assemblée, il a été jugé qu'ils n'ont pas droit au rappel d'un traitement pendant le temps de leur suspension.

Le Conseil d'Etat a fait une distinction entre les fonctionnaires dont la situation juridique est fixée par une disposition de loi ou de règlement émanant de l'autorité compétente, c'est-à-dire ceux qui jouissent d'un statut, et d'autre part, les employés ou agents qui, sans appartenir à un cadre réglementaire, sont liés à une commune par une sorte de contrat.

Pour les premiers, le Conseil d'Etat a estimé que, conformément à sa jurisprudence antérieure, le traitement du temps écoulé doit être intégralement payé.

Mais pour les autres, parmi lesquels comptait l'architecte-voier communal, qui réclamaient devant la haute assemblée, il a été jugé qu'ils n'ont pas droit au rappel d'un traitement pendant le temps de leur suspension.

Le Conseil d'Etat a fait une distinction entre les fonctionnaires dont la situation juridique est fixée par une disposition de loi ou de règlement émanant de l'autorité compétente, c'est-à-dire ceux qui jouissent d'un statut, et d'autre part, les employés ou agents qui, sans appartenir à un cadre réglementaire, sont liés à une commune par une sorte de contrat.

Pour les premiers, le Conseil d'Etat a estimé que, conformément à sa jurisprudence antérieure, le traitement du temps écoulé doit être intégralement payé.

Mais pour les autres, parmi lesquels comptait l'architecte-voier communal, qui réclamaient devant la haute assemblée, il a été jugé qu'ils n'ont pas droit au rappel d'un traitement pendant le temps de leur suspension.

## NOS LIVRES-PRIMES

### DU "Petit Havre"

#### La Cuisine

Beaucoup de maîtres de maison seraient désireux de faire elles-mêmes ou de faire exécuter, dans leur intérieur, de la bonne et saine cuisine.

Et cependant elles n'y peuvent parvenir la plupart du temps.

Cela tient à ce que les recettes pratiques, tout d'abord, à ce que les manuels de cuisine sont souvent trop compliqués ou trop savants, et que le véritable guide de la cuisine bourgeoise devrait être un bon livre simple, condensé, élémentaire.

Le voici sous la forme d'un excellent volume élégamment présenté et qui faut recommander à toutes les ménagères.

Faire de la bonne cuisine, c'est contribuer à la joie du foyer. Le livre en question fournit le moyen de résoudre ce problème le plus économiquement et le plus savoureusement du monde.

La Cuisine comporte près de 500 pages illustrées de 127 gravures explicatives et de nombreux menus artistiques.

D'une valeur de 3 fr. 50 en librairie, ce volume sera cédé à nos lecteurs au prix exceptionnel de 1 fr. 95 pris dans nos bureaux ou 2 fr. 40 franco poste, contre la remise de trois bons qui seront publiés successivement à partir d'aujourd'hui.

### Le Jardinier

Le vif succès remporté auprès de nos lecteurs par notre volume *Le Jardinier*, dont l'intérêt documentaire et les conseils pratiques sont particulièrement appréciés en cette saison. Pour répondre au désir qui nous a été exprimé, nous mettons en vente les derniers exemplaires de ce volume, au même prix que ci-dessus, soit 1 fr. 95 pris dans nos bureaux ou 2 fr. 40 franco poste, contre la remise de trois bons.

## LES LIVRES PRIMES

### DU "Petit Havre"

#### BON PRIME N° 1

## Chronique Locale

### PAR-ÇI, PAR-LÀ

#### La Cuisinière

Dans le « Times » du 16 mars, j'ai découpé cette annonce :

« ON OFFRE à une bonne cuisinière une vue magnifique de la fenêtre de sa cuisine, dans un quartier très mouvementé, avec péripéties diverses et constantes, petits accidents, appels d'ambulance et autres incidents intéressants à toute heure du jour et de la soirée. S'adresser Z. U. 386, The Times Office, E. C. »

On ne saurait nier la haute signification philosophique d'un pareil entrefilet. Il atteste surabondamment l'importance exceptionnelle que notre époque attache aux préoccupations gastronomiques et au concours précieux du cordon-bleu.

Quand le souci de la cuisine apparaît, la civilisation commence. Lorsque l'importance des choses de la table atteint l'abus nous touchons à la décadence. Tel est du moins l'avis des Catons modernes qui voient reparaître en des traits de la faiblesse romaine dans l'amour immodéré de la cuisine.

Et cet amour là se traduit d'abord par l'amour de la cuisinière, amour d'essence supérieure — d'essence de pot-au-feu — il va sans dire, et pour parler plus prosaïquement, attachement égoïste à sa personne, à ses goûts et à ses sautes.

Car il est de toute évidence — et les nouveaux Catons n'ont peut-être pas complètement tort, même dans la sévérité de leurs conclusions — que la mangée a pris une place privilégiée dans nos inquiétudes.

Une flatterie qui sait bien ce qu'elle veut dire, nous a amenés à qualifier d'« arts » l'habileté de préparer un poisson, de rôti une pièce de viande ou de combiner les mystères de l'entremets sucré.

Comment dès lors ne pas voir une artiste dans la cuisinière et ne pas user à son égard des formules adulatrices dont on a coutume d'asperger le chanteur et le danseur ?

La demi-déesse du fourneau ne l'ignore pas. Elle abuse à loisir de ses fantaisies tyranniques. Elle finit par nous imposer ses goûts et ses manies, à nous faire supporter ses tiquades et ses défauts. Son sceptre redoutable est un tourne-broche qu'elle brandit dans les coups de feu. Le cas n'est pas rare où, quand l'idée lui chante, elle menace de nous planter là, le bâtonnier rendu, devant un rôti qui brûle ou une mayonnaise qui ne veut pas prendre.

Ne soyons donc pas surpris, outre mesure, de l'annonce du « Times ». Elle trahit bien l'angoisse d'un estomac qui s'affole, et peut-être aussi une décadence sociale. Elle rappelle, par surcroît, que le souci de la cuisine et le besoin de la cuisinière ne sont pas seulement particuliers à notre pays de France, barreau des chères traditions de la bonne chère.

Vatel aurait eu de ces tracas ; mais peut-être n'eût-il pas pris soin de promettre à sa collaboratrice une vue magnifique, le spectacle des accidents de la rue. Il savait trop combien la pratique de l'art réclame d'attention et de minutie, combien facilement un régal qui passe suffit pour faire tourner la meilleure des saucisses.

### L'Affichage électoral

Le Journal Officiel a publié dimanche la circulaire du ministre de l'intérieur, qui réglemente l'application de la loi du 20 mars 1914 relative à l'affichage électoral.

C'est un document assez long qui fixe comment les municipalités et les candidats auront à se conformer à la nouvelle loi.

### Les Réservevistes

Les hommes du 22<sup>e</sup> et du 33<sup>e</sup> de réserve sont arrivés au Havre hier, dans le but d'accomplir une période d'instruction militaire. Ils partiront aujourd'hui pour le camp d'Auvours.

### Les Retraites militaires

Les retraites militaires hebdomadaires seront reprises à 20 heures 30 dès la rentrée du 12<sup>e</sup> régiment d'infanterie, actuellement aux feux de guerre ; mais elles auront lieu désormais le mercredi au lieu du samedi.

Rien d'ailleurs n'est changé aux itinéraires d'été arrêtés l'an dernier.

La première retraite aura lieu le mercredi 1<sup>er</sup> avril prochain, suivant l'itinéraire n° 1.

### Les nouvelles Taxes des Automobiles

Conformément au vote du Parlement, le ministre des travaux publics s'est préoccupé d'établir des taxes nouvelles sur les automobiles afin de pourvoir à la réfection et à l'entretien des routes.

Dans le projet de loi qui a été déposé ces jours derniers, les taxes devant être appliquées à partir du 1<sup>er</sup> juillet de cette année sont les suivantes :

12 HP et au-dessous.....F. 50  
De 13 à 24 HP.....125  
De 25 à 36 HP.....150  
De 37 à 40 HP.....200  
61 HP et au-dessus.....250

Ces taxes sont, disons-le, complètement indépendantes des impositions qui existent déjà. Ainsi une automobile de 40 HP, à deux places, qui paye environ 70 francs, sera imposée dorénavant pour une somme de 120 francs au minimum.

Autre exemple : Une voiture automobile de 70 HP verra son imposition passer de 350 à 780 francs.

### Palmares du Bal organisé par « Fantasio »

Dans la salle de la rue de la Paix

1<sup>er</sup> prix, n° 833, L'Isoloir ; 2<sup>e</sup>, n° 815, Le Tennis.

1<sup>er</sup> prix, n° 846, L'Opéra de Charpentier ; 2<sup>e</sup>, n° 835, Démolisseur des Tabacs.

1<sup>er</sup> prix, n° 830, Fleurs de France ; 2<sup>e</sup>, n° 850, Bohémiens.

Le Chiffon indien et l'Annamite se partagent les deux prix réservés aux enfants.

### Société Centrale d'Agriculture de la Seine-Inférieure

Concours des Rameaux

Nous rappelons que le concours d'animaux de boucherie organisé par la Société Centrale d'Agriculture de la Seine-Inférieure, aura lieu à la Halle au Blé de Rouen, les dimanches 5, lundi 6, mardi 7 avril.

Le montant des primes en espèces s'élève à 6,000 francs, auxquels sont ajoutés des médailles d'or, de vermeil, d'argent et de bronze, des diplômes et des plaques de prix, soit en tout plus de 6,700 francs de récompenses.

Le programme et des formules de déclaration sont adressées à toute personne qui en fait la demande au président de la Société Centrale d'Agriculture de la Seine-Inférieure, 40 bis, rue Saint-Lô, à Rouen.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au mercredi 25 mars inclusivement.

### Concours spécial de la Race Bovine normande

Le concours spécial de la race bovine normande aura lieu cette année, à Caen, les 29, 30, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin.

Le concours officiel, ouvert à tous les éleveurs de la race bovine normande, sans distinction de domicile, est doté de 13,000 francs de prix en espèces accordés par M. le ministre de l'Agriculture, d'un objet d'art et de nombreuses médailles offertes par le département du Calvados, la ville de Caen, le Syndicat agricole du Calvados et la Caisse régionale de crédit agricole du Calvados et la Caisse régionale de crédit agricole du centre de la Normandie.

Les programmes, ainsi que les formules de déclaration, vont être établis incessamment, et seront envoyés aux intéressés sur demande adressée aux Préfets et Sous-Préfets des départements du Calvados, Orne, Eure, Manche, Seine-Inférieure. Toutes les déclarations devront être retournées directement à la Préfecture du Calvados avant le 30 avril.

## Nouvelles Maritimes

### Le Saint-Mathieu

Le steamer français *Saint-Mathieu*, allant d'Anvers à Porto, est arrivé sur rade de Leixoes le 19 courant à 11 heures, la barre de Porto étant infranchissable.

### Les canonnières Turques

Hier ont été amenées dans le bassin du Commerce, les deux canonnières turques, *Issa-Reis* et *Donrak-Reis*. La première s'est accostée à babord et la seconde au quai de vant l'*Hisir-Reis*.

### Le Maria

Le 3-mâts golette allemand *Maria*, allant de Brême à Rouen, s'est présenté sur rade après le flot, est venu s'abriter dans l'avant-port pour y attendre un moment propice à sa montée en Seine.

Le navire a continué son voyage à 5 heures, à la traine de l'*Abeille-S*.

### Le mauvais temps en Manche

Le yacht à vapeur anglais *Zna*, qui se rendait de Falmouth à Gibraltar, a été, dans la Manche, assailli par d'énormes paquets de mer qui ont causé des avaries d'un grand poids aux superstructures. L'*Zna* a relâché à Brest dimanche.

### Un nouveau Port au Maroc

Le gouvernement chrétien vient de déclarer ouvert au commerce extérieur, à partir du 1<sup>er</sup> mars dernier, le port de Fédalah.

Située à 23 kilomètres de Casablanca et à 60 de Rabat, reliée à ces deux villes par un chemin de fer à voie métrique de 0 m. 60, Fédalah fut, au temps de l'empire romain, un établissement des Portugais au Maroc, un centre commercial extrêmement florissant, mais il ne reste plus de ce glorieux passé qu'un vieux fort portugais qui sort de kasbah et un millier d'arabes et qui une église transformée en mosquée.

La baie de Fédalah est orientée à l'Est. Elle est abritée des vents d'Ouest, les plus redoutables sur ces côtes, par une série de rochers et par deux îlots qui, reliés entre eux, constituent une digue naturelle de plus d'un kilomètre de longueur, et elle a déjà été sommairement aménagée afin de permettre aux navires chargés de matériel et d'approvisionnement pour les troupes d'occupation de venir y effectuer leur débarquement et éviter ainsi l'encombrement du port de Casablanca.

On va poursuivre maintenant l'amélioration complète de cet abri par des dragages, par la construction d'une digue complétant la fermeture de la rade du côté du large et permettant ainsi la construction d'un wharf pour l'accostage de navires de 7 à 8 mètres de tirant d'eau.

On compte ainsi constituer rapidement (en un ou deux ans au plus) une annexe au grand port de Casablanca, en attendant sa construction, annexe qui, étant donnée sa proximité de cette ville, apportera une aide puissante au développement de son territoire économique, ainsi que ceux de toute la région de la Chaouia.

Et ainsi un pas de plus est fait dans la voie des réalisations économiques poursuivies par le général Lyautey avec autant de bonheur que les opérations politiques et militaires qu'il est en train de mener à bien.

### Marine Marchande

#### Etats Majors

Etat-major du steamer français *La-Provence*, parti du Havre pour New-York le samedi 21 mars :

MM. Mourand, C. I. C., commandant ; Blanguie, 3<sup>e</sup> capitaine ; Dagueressart, 1<sup>er</sup> lieutenant ; Develoy, 2<sup>e</sup> lieutenant ; Terson, 3<sup>e</sup> lieutenant ; Pique, 4<sup>e</sup> lieutenant ; Bante, commissaire ; Fauvel, sous-commissaire ; P. Lein, médecin ; Piau, télégraphiste ; Leroy, télégraphiste ; Liébaud, électricien ; Levassieur, chef mécanicien ; Poilvert, 2<sup>e</sup> mécanicien ; Piron, 3<sup>e</sup> mécanicien ; Ronquet, 4<sup>e</sup> mécanicien ; Frémeaux, 5<sup>e</sup> mécanicien ; Level, 6<sup>e</sup> mécanicien ; Cudenne, 7<sup>e</sup> mécanicien ; Perrot, 8<sup>e</sup> mécanicien ; Momège, 9<sup>e</sup> mécanicien ; Dubreuil, 10<sup>e</sup> mécanicien ; Glatigny, aide mécanicien ; Morvan, aide mécanicien ; Gatz, maître d'hôtel.

Etat-major du steamer *Tezas*, parti le 17 mars, pour New-Oléans :

MM. Arnaud, capitaine ; Corie, second capitaine ; Daitre, 1<sup>er</sup> lieutenant ; Gredat, 2<sup>e</sup> lieutenant ; Payen de la Granderie, 3<sup>e</sup> lieutenant ; Bonio, chef mécanicien ; Picard, 2















# BANDAGES BAS A VARICES CEINTURES

Pour avoir des BANDAGES, bas à varices, ceintures, etc., de Qualité EXTRA, de fabrication solide et élégante, adressez-vous au Pilon d'Or, 20, place de l'Hôtel-de-Ville, au Havre.

# CAVES GÉNÉRALES

## Vins Rouges

Clos-Montagne .....	Le Litre	40 cent.
Grands Domaines .....	»	45 »
Côtes Val-Joie .....	»	50 »
Coteaux Sahel .....	»	50 »
Bourgeois Supérieur .....	»	60 »
Entre-deux Côtes .....	»	70 »
Côtes Supérieures .....	»	80 »

## THÉÂTRE-CIRQUE OMNIA

Boulevard de Strasbourg  
AUJOURD'HUI  
CINÉMA OMNIA PATHÉ  
A 8 h. 3/4, Soirée

matinée : DIMANCHES et JEUDIS à 3 h.

## Compagnie Normande

DE NAVIGATION A VAPEUR

LE HAVRE, NONFLEUR, TROUVILLE ET CAEN

par les beaux steamers

Augustin-Normand, Gosselin, Hivendelle, La-Dives

La-Touques, Rapide, Trauville, Danville, La-Hève, Ville-de-Caen, Castor

Ville-d'Isigny

Mars

Mardi 24 7 45 11 15

Mercredi 25 7 10 10 30 14 45

Jeudi 26 7 45 11 15 14 45

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

## OUVERTURE DES PONTS DU HAVRE

Du 24 Mars 1914

LANGLARDE 8 h. 3/4 à 14 h. 3/4

ANGOULEME 9 h. 3/4 à 15 h. 3/4

CITADELLE 10 h. 3/4 à 16 h. 3/4

EURE 11 h. 3/4 à 17 h. 3/4

VAUBAN 12 h. 3/4 à 18 h. 3/4

DOCK 13 h. 3/4 à 19 h. 3/4

Les ponts donnant accès sur l'avant-port, ouvriront généralement une heure et demie avant le plein de la mer.

## Port du Havre

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

Mercredi 25 7 30 11 15

Jeudi 26 7 30 11 15

Mars

Mardi 24 7 30 11 15

## Cours à Terme des Cotons

Publiés par la Caisse de Liquidation

MOIS

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

Préc. Jour

## CRÉDIT DU NORD

Capital 125 millions

Succursale du HAVRE, 77, Boulevard de Strasbourg

Le CRÉDIT DU NORD paye

dès maintenant, sans frais, les coupons

à l'échéance du 1<sup>er</sup> Avril 1914, dont

le montant est officiellement connu.

LOCATION de COFFRES-FORTS

Tarif décroissant suivant la durée de la location.

20, 22, 24, 26, 28, 30 (324)

REVUE COMMERCIALE

Paris, 23 mars.

BLES. — L'hiver est long cette année et la température s'est asséchée cette semaine d'une façon

sensible; cela n'est pas mauvais pour les blés en terre, bien au contraire, car ainsi la

végétation ne marche pas trop vite, mais la persistance

des pluies a l'inconvénient de retarder les travaux et d'empêcher dans bien des cas, dans

les départements du Nord, de recommencer on blés champs qui ont dû être retournés. On estime

que les semailles d'avoine sont en retard de près d'une quinzaine.

Les cultivateurs ne pouvant aller dans les champs qui sont saturés d'humidité, ont repris

leurs battages dans plusieurs directions, et comme presque partout, la condition de la future récolte leur donne satisfaction, les offres de marchandises ont tendance à augmenter. Comme tout le monde avait pris ses précautions, comme chacun avait escompté une diminution des apports pendant la période des travaux du mois de mars, la demande est très calme; elle est d'autant plus calme que la minoterie éprouve de réelles difficultés pour écouler sa fabrication et que le travail dans un grand nombre d'usines hydrauliques est arrêté en raison des hautes eaux. Les blés sont donc languissants partout et comme la sécheresse, de son côté, s'abaisse de toute initiative, les cours sont abandonnés à eux-mêmes, c'est dire qu'ils sont très lourds.

Encore une quinzaine de jours et les travaux de saison seront pour ainsi dire terminés dans les départements situés au-dessous de Paris, c'est donc vers le 10 avril que le marché va prendre une orientation nouvelle.

Le ministère de l'Agriculture n'a pas encore fait connaître les résultats de son enquête rétrospective sur notre dernière production et cependant cette rectification a une importance capitale. Étant donné l'importance des importations faites jusqu'ici, il semble bien que la récolte a été surévaluée par le gouvernement, mais pourquoi les services intérieurs du ministère ne se hâtent-ils pas de publier le chiffre rectifié?

Quel qu'il en soit, il est bien certain que les stocks sont suffisants pour attendre les blés nouveaux.

Nous savons d'après les statistiques des douanes que les quantités reçues du commencement de la campagne à fin février s'élevaient à 9 millions de quintaux en y comprenant le stock dans les entrepôts, comme l'importation se maintient depuis plusieurs mois sur la base d'un million de quintaux par mois, il est vraisemblable que nous atteindrons le chiffre de 10 millions de quintaux fin mars.

Mais ce n'est pas tout, le commerce et l'industrie ont été et seront encore un certain temps de la campagne à fin février s'élevaient à 9 millions de quintaux en y comprenant le stock dans les entrepôts, comme l'importation se maintient depuis plusieurs mois sur la base d'un million de quintaux par mois, il est vraisemblable que nous atteindrons le chiffre de 10 millions de quintaux fin mars.

Le ministère de l'Agriculture n'a pas encore fait connaître les résultats de son enquête rétrospective sur notre dernière production et cependant cette rectification a une importance capitale. Étant donné l'importance des importations faites jusqu'ici, il semble bien que la récolte a été surévaluée par le gouvernement, mais pourquoi les services intérieurs du ministère ne se hâtent-ils pas de publier le chiffre rectifié?

Quel qu'il en soit, il est bien certain que les stocks sont suffisants pour attendre les blés nouveaux.

Nous savons d'après les statistiques des douanes que les quantités reçues du commencement de la campagne à



